

POSITIONNEMENT DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SUR L'ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL

Jun 2017

oui, mais pas à tout prix et pas n'importe comment

PRELIMINAIRE :

FNE PACA a la volonté de participer à la construction d'une politique énergétique ambitieuse, reposant sur une maîtrise des impacts négatifs sur l'environnement et construite sur des stratégies territoriales cohérentes. La première exigence réside dans une meilleure utilisation de l'énergie aujourd'hui disponible, autrement dit un engagement fort pour la sobriété et l'efficacité énergétiques. Il s'agit donc d'introduire un changement de comportement et une optimisation du système énergétique qui permettront de lutter contre le gaspillage d'énergie.

FNE PACA est favorable à la production d'énergie renouvelable d'origine solaire, notamment le solaire thermique et photovoltaïque.

Le solaire thermique est nettement plus avantageux sur le plan du rendement énergétique pour produire de l'eau chaude. Il doit être vigoureusement encouragé en région Provence Alpes Côte d'Azur, notamment pour l'eau chaude sanitaire.

Cette note n'aborde cependant spécifiquement que le solaire photovoltaïque.

FNE PACA affirme son soutien au développement de l'énergie solaire photovoltaïque en tant qu'alternative durable aux énergies fossiles et fissiles.

Le développement des énergies renouvelables, couplé à une réduction de la production d'origine fissile et fossile, conduira à un maintien voire une augmentation du confort ou du bénéfice pour un impact diminué. Seule cette voie constitue une solution énergétique-durable.

L'énergie solaire photovoltaïque utilise une technologie produisant une électricité renouvelable très prometteuse, locale et exploitable partout dans le monde. C'est pourquoi il est essentiel de mobiliser cette filière afin de remplir l'objectif d'au moins 23% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale française d'ici à 2020. Elle devra compter de manière croissante dans le bouquet énergétique renouvelable français, au-delà des objectifs 2020.

FNE PACA demande de prioriser la pose sur le bâti existant : bâtiments résidentiels, tertiaires (industries, PME, TPE, zones logistiques...) En la matière, l'Etat et les collectivités territoriales doivent être exemplaires : les bâtiments publics doivent être équipés

L'autoconsommation doit être encouragée notamment pour les entreprises et les collectivités dont la consommation est essentiellement diurne. Cette autoconsommation, permet de **développer une culture de l'énergie** et la prise de conscience de la nécessité de maîtriser ses consommations.

LES CENTRALES SOLAIRES AU SOL

LE CONTEXTE

Devant le développement des parcs photovoltaïques au sol ou flottants, FNE PACA souhaite réaffirmer un cadre rigoureux pour notre région afin de déterminer les meilleures pratiques de la filière dans un respect de l'environnement dont les objectifs sont :

- Inscrire le projet dans une politique territoriale locale.
- Mettre en œuvre une véritable concertation dès l'amont du projet avec les associations et les citoyens et favoriser les projets incluant un financement citoyen
- Prioriser l'implantation des parcs photovoltaïques dans les zones anthropisées
- Protéger les zones boisées et les écosystèmes naturels
- Arbitrer les concurrences d'usages des terres agricoles en privilégiant l'alimentation humaine et animale
- Favoriser le multi-usage (PV + activités agricoles ou autres combinées)
- Prendre en compte l'impact sur les paysages, ainsi que leurs conséquences économiques notamment sur le tourisme régional.
- Prévoir la réversibilité future et la remise en état du site

LES MODALITES

Les associations s'accordent sur les intérêts de la technologie photovoltaïque au sol ou flottant dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- Le parc photovoltaïque doit s'inscrire dans une politique cohérente de territoire

Pour FNE PACA, la construction d'un parc photovoltaïque solaire au sol devrait s'intégrer dans une politique territoriale cohérente avec la transition énergétique (sobriété et efficacité énergétique, énergies renouvelables) et avec les plans et outils territoriaux (PCAET, Agenda 21, SRCAE-SRADDET). Les élus et les habitants devraient être amenés à étudier simultanément à la réalisation d'un projet photovoltaïque, les mesures visant à réduire les

consommations énergétiques du territoire. Une politique territoriale cohérente devrait également appréhender de façon globale le mix des énergies disponibles sur le territoire.

Tous ces éléments conditionnent les dimensions des projets photovoltaïques, ils permettent de s'affranchir d'un opportunisme lié au foncier.

- Mettre en œuvre une véritable concertation dès l'amont du projet avec les associations et les citoyens

FNE PACA demande que la concertation avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, associations de protection de l'environnement, entreprises, habitants, ...) soit engagée très en amont du projet avec une réelle prise en compte des suggestions des acteurs. La concertation doit permettre aussi la participation y compris financière des citoyens et de la collectivité au projet.

- Eviter les zones naturelles et agricoles pour implanter un parc photovoltaïque au sol

On observe depuis plusieurs décennies un inquiétant phénomène d'artificialisation des sols naturels et de perte de surfaces agricoles.

FNE PACA considère ainsi que les zones agricoles ont une vocation alimentaire qui ne doit pas être détournée par l'implantation de parcs photovoltaïques.

Les zones de protection forte (Parcs nationaux, réserves naturelles, réserves biologiques, arrêtés de protection de biotope) sont par essence incompatibles pour accueillir des parcs solaires au sol.

Les sites Natura 2000, les ZNIEFF et ZICO n'excluent pas le développement économique mais sont également à éviter. Le principe Eviter Réduire Compenser doit être rigoureusement appliqué. C'est l'étude d'impact (et le cas échéant l'évaluation d'incidences) qui doit démontrer l'absence d'atteintes aux milieux naturels et aux espèces. Si des impacts résiduels existent, il doit y avoir compensation localement.

- Privilégier l'implantation sur des sites et sols pollués.

Les surfaces déjà dégradées doivent pouvoir être identifiées facilement et privilégiées par les porteurs de projets pour éviter toute nouvelle artificialisation des sols. Les pouvoirs publics doivent se donner les moyens de retrouver et de responsabiliser financièrement les pollueurs. En cas de défaillance, la collectivité ou l'Etat se doit de prendre en charge la dépollution nécessaire, de façon à ce que ce genre de site reste économiquement rentable pour le porteur de projet.

Lorsque la nature a repris ses droits sur un terrain anciennement artificialisé, c'est la richesse de son patrimoine naturel actuel qui doit prédominer dans la décision d'implanter ou pas un projet photovoltaïque.

Si des sites et sols pollués sont susceptibles d'accueillir un parc solaire au sol mais que ce terrain n'est pas retenu par le porteur de projet, celui-ci doit justifier ce refus d'implantation du parc.

- La préservation de la biodiversité doit faire l'objet d'une considération particulière.

Les parcs photovoltaïques au sol, engendrent une perte d'habitats naturels et la rupture des continuités écologiques. Ils présentent donc un risque pour la faune et la flore.

La question de la biodiversité doit être considérée dès le choix des sites afin d'éviter l'artificialisation des espaces naturels.

Il convient donc de privilégier des lieux à faible valeur écologique. Des études d'impacts strictement menées et contenant des inventaires naturalistes complets doivent permettre de prendre les bonnes décisions sur les lieux d'implantation. Les projets doivent prendre en compte l'impact global avec les effets cumulés spatialement et temporellement. Les mesures nécessaires pour éviter et réduire ces impacts doivent être mises en œuvre. Les mesures de compensation doivent restées locales.

Par la suite, des suivis en période de fonctionnement s'imposent pour tous les projets de parcs au sol. Ces suivis doivent faire l'objet d'un retour d'expérience à rendre public, et qui pourra servir de guide pour les projets futurs.

- La multifonctionnalité doit être favorisée.

La production photovoltaïque est compatible avec de nombreuses autres activités. Afin de limiter l'artificialisation additionnelle due aux parcs, la combinaison de plusieurs activités peut souvent être envisagée notamment : dépollution des sols, pâturage, apiculture, viticulture, maraîchage (serres équipées PV) ou toutes autres activités compatibles avec la présence de panneaux au sol dans un espace clôturé. Il convient donc d'étudier toutes les possibilités de cumuler production d'électricité photovoltaïque et activités agricoles, industrielles... sur un même site. La recherche et les initiatives en ce sens doivent être encouragées. Des retours d'expérience doivent être menées afin d'analyser les bénéfices/inconvénients.

- La réversibilité doit être recherchée.

La réversibilité doit être un engagement du développeur et de l'exploitant en fin de bail. Le choix des techniques de pose des champs de modules et des ouvrages annexes doit privilégier les solutions qui nécessitent le moins de travaux de génie civil et de bouleversements des sols.

En conclusion, FNE PACA souhaite soutenir et encourager les projets respectant cet éventail de bonnes pratiques.